

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VISÉ N°00086

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2013-749/PRES/PM/MATD du 10 octobre 2013 portant organisation du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation ;

Sur rapport du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 08 janvier 2014 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est adopté le plan d'actions intérimaire 2014-2015 du cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation dont le texte est joint en annexe au présent décret.

ARTICLE 2 : Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20 fevrier 2014

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO



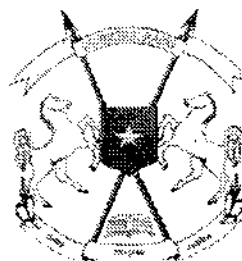
Le Ministre de l'Aménagement du
Territoire et de la Décentralisation

Toussaint Abel COULIBALY

MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE LA
DECENTRALISATION

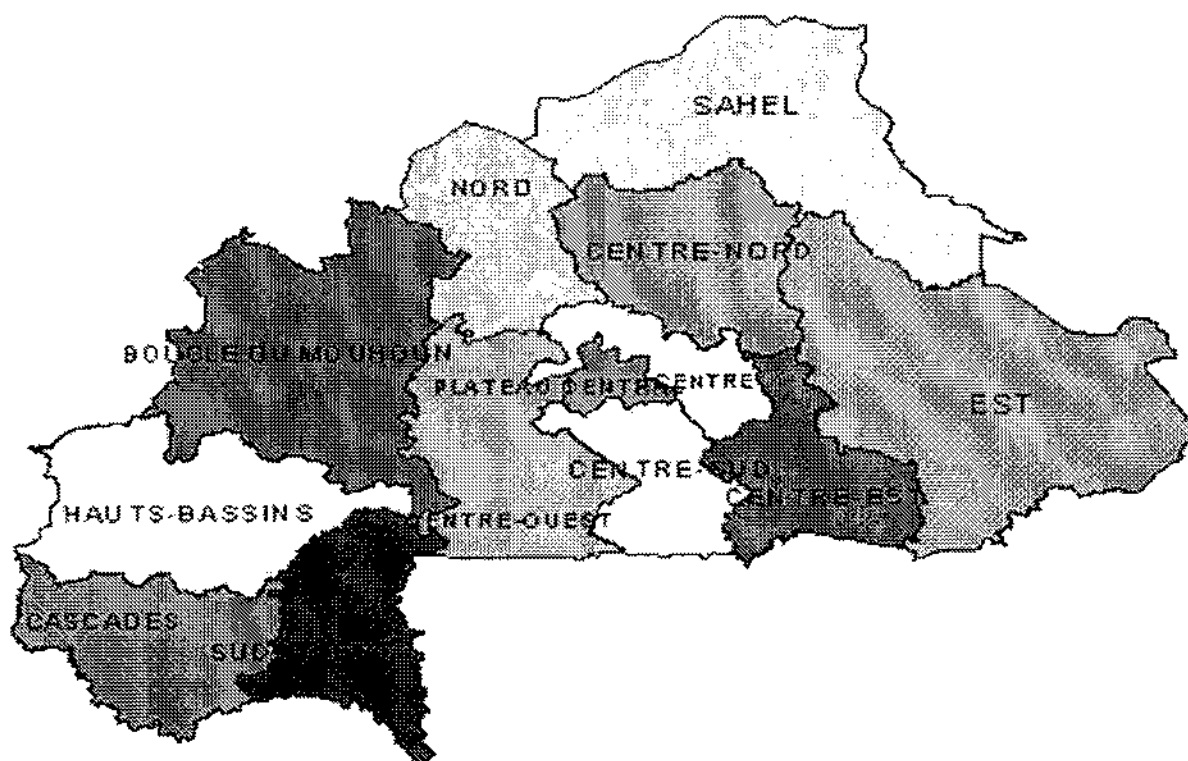
CABINET

SECRETARIAT PERMANENT DE LA
CONFERENCE NATIONALE DE LA
DECENTRALISATION



Burkina Faso
Unité-Progress-Justice

**PLAN D' ACTIONS INTERIMAIRE 2014-2015 DU CADRE
STRATEGIQUE DE MISE EN ŒUVRE
DE LA DECENTRALISATION**



Novembre 2013

Sommaire

Sommaire.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
INTRODUCTION.....	5
I- Objectifs, résultats attendus et actions prioritaires par axe.....	6
II- Financement.....	16
II.1- Financement du Plan d'actions intérimaire 2014-2015 du CSMOD	16
II.2- Financement de la tranche 2014 du Plan d'actions intérimaire 2014-2015 du CSMOD	18
III- Stratégie de mise en œuvre du PAI	19
III-1. Principes directeurs.....	19
III-2. Rôle et responsabilité des acteurs.....	20
IV- Dispositif de suivi évaluation.....	22
IV-1. Pilotage et coordination du processus.....	23
IV-2. Suivi-évaluation du processus de décentralisation.....	24
V- Hypothèses et risques.....	24
CONCLUSION.....	26

SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles	Intitulés
AEPS	: Adduction d'Eau Potable Simplifiée
AFC	: Accord de Financement Commun
AMBF	: Association des Municipalités du Burkina Faso
ARBF	: Association des Régions du Burkina Faso
BE	: Budget de l'État
CAB	: Cabinet
CC	: Cadre de Concertation
CCP	: Cadre de Concertation Provincial
CCR	: Cadre de Concertation Régional
CGCT	: Code Général des Collectivités Territoriales
CM	: Centre Médical
CMD	: Cellule Ministérielle de la Décentralisation
COGEB	: Comité de gestion de l'enseignement de base
COGES	: Comité de Gestion
CONAD	: Conférence Nationale de la Décentralisation
CORED	: Conférence Régionale de la Décentralisation
CSMOD	: Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CT	: Collectivité Territoriale
CVD	: Conseil Villageois de Développement
DGE	: Dotation Globale d'Équipement
DGF	: Dotation Globale de Fonctionnement
DIFOR	: Direction des Forêts
FCFA	: Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FPDCT	: Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales
IAC	: Instituteur (trice) adjoint(e) Certifié(e)
IRA	: Institut Régional d'Administration
IUCN	: Union Internationale pour la Conservation de la Nature
JO	: Journal Officiel
MASSN	: Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MATD	: Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation
MATS	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité
MCT	: Ministère de la Culture et du Tourisme
MEDD	: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances
MENA	: Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation
MESS	: Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
MFPTSS	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
MHU	: Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
MICA	: Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
MJFPE	: Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
MS	: Ministère de la Santé

Sigles	Intitulés
MSL	: Ministère des Sports et des Loisirs
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PACT	: Projet d'Appui aux Collectivités Territoriales
PADIC	: Programme d'Appui à la Décentralisation et aux Investissements Communaux
PAG	: Personnel d'Administration et de Gestion
PAI	: Plan d'Actions Intérimaire
PAT	: Plan d'Actions Triennal
PCD	: Plan Communal de Développement
PDDC	: Programme de Décentralisation et d'Appui au Développement Communal
PLD	: Plan Local de Développement
PM	: Premier Ministère
POS	: Plan d'Occupation des Sols
PRD	: Plan Régional de Développement
PRES	: Présidence
PRGLA	: Programme de Renforcement de la Gouvernance Locale et Administrative
PTF	: Partenaire Technique et Financier
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SDAU	: Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SIG	: Système d'Information du Gouvernement
STD	: Service Technique Déconcentré
SP	: Secrétariat Permanent
TPP	: Taxe sur les Produits Pétroliers
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

INTRODUCTION

L'approfondissement du processus de décentralisation engagé au Burkina Faso au cours de l'année 1991 relève d'une volonté politique qui vise à promouvoir la gouvernance locale et à assurer le développement à la base.

Cette volonté politique a été réitérée dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), référentiel de développement du pays. La stratégie met en synergie la planification régionale avec les politiques publiques et mobilise les énergies locales pour promouvoir la croissance accélérée au niveau national. Aussi, la création d'un Ministère plein en charge de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation par décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 permet de renforcer le pilotage et la coordination de la mise en œuvre et du suivi du processus de décentralisation.

La décentralisation occupe une place importante dans la SCADD. En effet, son axe 3 portant sur le renforcement de la gouvernance positionne les régions comme étant des espaces économiques, des cadres de planification et de coordination du développement, de croissance et de compétitivité. Pour ce qui concerne les communes, elles seraient des points d'ancrage du développement local et des plates-formes d'amélioration du bien-être des populations.

La mise en œuvre de la décentralisation a conduit à l'élaboration et à l'adoption par le Gouvernement, du Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation (CSMOD) par décret n°2007-0095/PRES/PM/MATDS/MFB en date du 1er mars 2007, dont l'opérationnalisation se fait à travers des plans d'actions triennaux glissants. Ces plans définissent les actions autour desquelles les acteurs de développement devront orienter leurs efforts pour faire des collectivités territoriales des espaces de renforcement de la démocratie et du développement.

C'est dans cet objectif que chaque année le futur plan est élaboré en fonction des ajustements des activités du plan d'actions triennal précédent.

Le présent plan est élaboré pour la période 2014-2015 couvrant la dernière planification du CSMOD avant son évaluation en 2015. Il est appelé plan d'actions intérimaire 2014-2015 du CSMOD.

L'élaboration du Plan d'action Intérimaire (PAI) 2014-2015 du CSMOD résulte d'une large consultation des ministères, des associations faîtières des collectivités territoriales (ARBF et AMBF), des organisations de la société civile et des projets et programmes impliqués dans le processus de décentralisation. Elle s'appuie également sur les acquis des dernières années en matière de renforcement du processus de décentralisation et capitalise les préoccupations et les recommandations des acteurs locaux émises lors des premières assises des Conférences Régionales de la Décentralisation (CORED) tenues du 09 au 23 octobre 2012.

Le plan d'actions intérimaire 2014-2015 s'articule autour des points suivants :

- I. les objectifs, résultats attendus et actions prioritaires par axe du CSMOD ;
- II. le financement ;
- III. la stratégie de mise en œuvre ;
- IV. les modalités de suivi-évaluation ;
- V. les hypothèses et les risques.

I- Objectifs, résultats attendus et actions prioritaires par axe

Dans le souci de veiller à la cohérence des actions menées et d'assurer le suivi évaluation de la mise en œuvre du processus, des objectifs généraux et spécifiques ainsi que des résultats sont définis par axe du cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation (CSMOD).

I.1. Axe 1 : Appropriation sociale et politique de la décentralisation

De façon générale, l'axe 1 vise à permettre à tous les acteurs impliqués dans la décentralisation de s'approprier le processus et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée.

Quatre (04) objectifs spécifiques sont définis dans cet axe. Il s'agit de :

- favoriser l'appropriation sociale et politique de la décentralisation ;
- améliorer la participation des acteurs au développement communal ;
- renforcer les connaissances de la société civile en matière de décentralisation ;
- adapter le cadre spatial de la décentralisation.

I.1.1. Favoriser l'appropriation sociale et politique de la décentralisation

Les actions menées vont concourir à la disponibilité des textes d'application des lois sur la décentralisation et le développement local. Il s'agit principalement des textes relatifs au Code Général des Collectivités Territoriales, du foncier rural, et du code de l'urbanisme.

I.1.2. Améliorer la participation des acteurs aux développements communal et régional

Le résultat attendu dans cet objectif spécifique est le renforcement de la participation des acteurs au développement communal et régional. Les actions de sensibilisation et d'information sont menées pour permettre aux acteurs locaux de participer activement aux actions communales.

Les principales activités sont :

- mener des campagnes de sensibilisation à l'endroit des présidents de conseil de collectivité et les présidents des comités de jumelage pour susciter des regroupements dans le cadre de l'intercommunalité ;
- sensibiliser et former les acteurs locaux sur les textes d'application du Code de l'Urbanisme et de la Construction ;
- mener les campagnes d'information et de sensibilisation à l'endroit des autorités des collectivités territoriales sur les textes de transfert de compétence ;
- éditer et diffuser les documents de bonnes pratiques sur la décentralisation.

I.1.3. Renforcer les connaissances de la société civile en matière de décentralisation

Les actions de coordination seront menées avec la prise de textes nécessaires pour permettre aux acteurs de la société civile de prendre part activement à la mise en œuvre du processus de décentralisation.

Les actions prioritaires sont entre autres :

- mettre en réseau les OSC en décentralisation dans chaque région ;
- élaborer les textes relatifs à l'harmonisation des actions des OSC.

I.1.4. Adapter le cadre spatial de la décentralisation

Les actions prioritaires à mener seront définies à partir des orientations nouvelles de la vision prospective de la décentralisation.

I.2. Axe 2 : Transfert des compétences et des ressources

L'objectif général poursuivi dans cet axe est de rendre performant le processus de transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales (CT).

En vue de permettre une meilleure gestion des ressources transférées aux collectivités territoriales, sept (07) objectifs spécifiques sont définis :

- opérationnaliser la fonction publique territoriale ;
- assurer le transfert des emplois liés aux compétences transférées ;
- assurer le transfert des ressources budgétaires et fiscales ;
- assurer le transfert du patrimoine lié aux compétences transférées ;
- assurer le transfert des compétences prévues par la loi ;
- assurer le fonctionnement des services de base des collectivités territoriales ;
- assurer une maîtrise de la gestion des ressources transférées au niveau local.

I.2.1. Opérationnaliser la fonction publique territoriale

Il s'agit de prendre des textes pour la mise en œuvre effective, efficiente et efficace de la fonction publique territoriale.

I.2.2. Assurer le transfert des emplois liés aux compétences transférées

Les actions à mener doivent conduire à la mise en place d'un système d'appui en ressources humaines aux collectivités territoriales et aux recrutements de personnel destinés aux services transférés selon des quotas de répartition.

Ainsi, 100 agents seront mis à la disposition des CT par an pour l'exercice des compétences.

I.2.3. Assurer le transfert des ressources budgétaires

Il s'agit d'assurer le financement pérenne des compétences transférées aux collectivités territoriales. Les principales actions prioritaires sont :

- prendre les textes réglementaires sur le transfert de ressources financières aux collectivités territoriales ;
- poursuivre le transfert des ressources financières pour la réalisation des ouvrages d'Adduction d'Eau Potable Simplifiée (AEPS) aux communes ;
- tenir avec les ministères sectoriels des sessions d'évaluation des ressources financières à transférer aux CT ;
- assurer le transfert financier dans les quatre blocs de compétences.

I.2.4. Assurer le transfert du patrimoine lié aux compétences transférées

Il est attendu de l'État de céder tout patrimoine lié aux compétences transférées.

Les activités suivantes sont à mener :

- réaliser l'inventaire dans les 17 autres domaines à transférer aux CT ;
- organiser des ateliers/missions d'échanges avec les services déconcentrés de l'État sur leur rôle dans le cadre du transfert des compétences ;
- organiser des ateliers régionaux de vulgarisation du guide d'aide à l'exercice des compétences transférées.

I.2.5. Assurer le transfert des compétences prévues par la loi

Il s'agit de prendre des textes d'opérationnalisation des transferts de compétences notamment les protocoles d'opération entre l'Etat et les régions collectivités d'une part et entre l'État et les communes d'autre part.

I.2.6. Assurer le fonctionnement des services de base des collectivités territoriales

Les actions à mener doivent permettre aux CT d'assurer efficacement les services sociaux de base. La prise de textes au niveau local doit être effective pour assurer la prise en charge des indigents et un appui conséquent de l'Etat aux CT pour le fonctionnement des services sociaux.

I.2.7. Assurer une maîtrise de la gestion des ressources transférées au niveau local

Le résultat attendu est d'actualiser les différents instruments financiers et budgétaires relatifs au régime financier et comptable, à la nomenclature budgétaire et comptable applicables aux collectivités territoriales pour une gestion transparente des ressources transférées.

Il s'agira de mener une étude relative à la mobilisation des ressources fiscales des CT et de prendre en compte les charges et recettes liées à l'eau et à l'assainissement dans la nomenclature budgétaire.

I.3. Axe 3 : le renforcement des capacités locales

L'objectif général de cet axe est de renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat.

Dans le souci d'améliorer les capacités de gestion des acteurs locaux, six (06) objectifs spécifiques sont définis :

- renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales ;
- renforcer les capacités d'interventions des acteurs locaux (organisations de la société civile et secteur privé) ;
- renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles des CT ;
- opérer les délégations de pouvoir prévues par la loi ;
- renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat ;
- favoriser la gestion cohérente du développement régional.

I.3.1. Renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales

Le résultat attendu est l'établissement d'un système d'appui technique aux collectivités territoriales.

En effet, la mise en œuvre des activités du plan d'actions opérationnel triennal de la Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités des Acteurs de la Décentralisation (PAOT/SNRC-AD) va constituer un atout majeur pour l'atteinte de ce résultat.

Ainsi, les principales actions à mener sont :

- la formation des élus locaux sur leur rôle et celle des présidents des collectivités sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage locale ;
- la formation des agents des collectivités territoriales en charge des services spécifiques des administrations communale et régionale.

I.3.2. Renforcer les capacités d'interventions des acteurs locaux (organisations de la société civile et secteur privé)

Les actions à mener doivent permettre aux organisations de la société civile et au secteur privé d'assumer au mieux leur rôle dans le développement communal.

Les activités à mener sont entre autres :

- la formation des responsables des OSC dans les domaines spécifiques liés à leur participation aux actions communales ;
- des ateliers de concertation organisés avec le secteur privé pour susciter leur implication à la gestion locale.

I.3.3. Renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles

Le résultat attendu est le renforcement des infrastructures des collectivités territoriales et des équipements de démarrage.

Les principales activités sont :

- procéder à l'extension des sièges des communes rurales pour accueillir les nouveaux services à créer ;
- doter les communes rurales en infrastructures marchandes ;
- équiper chaque nouveau service créé dans les communes rurales, d'un minimum de matériel nécessaire au fonctionnement ;
- doter les communes rurales de plaques solaires ;
- doter les collectivités territoriales d'une application informatique d'aide à l'élaboration des budgets.

I.3.4. Opérer les délégations de pouvoir prévues par la loi

Les textes seront pris pour déléguer les pouvoirs en matière de gestion des ressources humaines, matérielles et financières de l'Etat aux autorités déconcentrées.

I.3.5. Renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat

Les résultats attendus sont :

- le renforcement des services déconcentrés en ressources humaines et matérielles suffisantes ;
- le parachèvement du cadre territorial de la déconcentration.

Ainsi, les actions au profit des services techniques déconcentrés seront menées pour le renforcement de leur appui technique aux CT. Il sera mis en œuvre le plan national de la déconcentration pour un accompagnement de la décentralisation.

I.3.6. Favoriser la gestion cohérente du développement régional

En vue de permettre la gestion cohérente du développement régional, des actions de planification et de concertation doivent être menées pour l'atteinte des résultats suivants :

- l'application d'un cadre de planification régionale harmonisé ;
- la cohérence entre les planifications régionales et communales.

Les principales activités à mener sont :

- accompagner les CT pour la création d'au moins une communauté de communes dans chaque région ;
- accompagner les CT à la mise en place effective des comités de jumelage.

I.4. Axe 4 : L'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux

De façon générale, l'axe vise à créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales.

Dans le souci d'améliorer la mise en œuvre des plans locaux de développement, neuf (09) objectifs spécifiques sont définis :

- assurer l'implication de tous les acteurs dans la définition et la mise en œuvre des politiques de développement aux niveaux régional et communal ;
- mettre en œuvre les plans communaux de développement ;
- mettre en œuvre les plans régionaux de développement ;
- contribuer à l'édification des économies locales fortes dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ;
- mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier de l'environnement et des ressources naturelles ;
- accroître les capacités de mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales ;
- assurer le soutien financier permanent de l'Etat aux collectivités territoriales ;
- promouvoir et harmoniser les interventions des PTF au développement des collectivités territoriales ;
- mettre en place un système pertinent de répartition des ressources financières entre les collectivités territoriales.

I.4.1. Assurer l'implication de tous les acteurs dans la définition et la mise en œuvre des politiques de développement aux niveaux régional et communal

Les actions à mener vont permettre aux différents acteurs de définir de façon concertée leur politique de développement.

Les activités de concertation avec les membres des CVD, les organisations de la société civile et la population doivent être menées pour prendre en compte leur besoin dans l'élaboration des PLD.

1.4.2. Mettre en œuvre les plans communaux de développement

Les actions de plaidoyer de mobilisation des ressources financières doivent être menées pour permettre un taux d'exécution satisfaisant des activités programmées dans les plans communaux de développement.

Il s'agira des activités relatives au fonctionnement des conseils municipaux et à l'appui conseil des services techniques du MATD.

1.4.3. Mettre en œuvre les plans régionaux de développement

Les actions à mener doivent contribuer à un taux d'exécution satisfaisant des activités programmées dans les plans régionaux de développement. Il s'agit principalement des activités liées à la tenue régulière des conseils régionaux et à l'appui conseil des services techniques du MATD.

1.4.4. Contribuer à l'édification des économies locales fortes dans le cadre de la lutte contre la pauvreté

Les actions doivent contribuer à l'élaboration et à la mise en place des outils d'analyse et de planification locale du développement dans les collectivités territoriales.

Les activités y relatives sont les suivantes :

- élaborer et mettre en œuvre une politique de soutien de l'Etat au développement local ;
- conduire la mise en œuvre de la politique de développement des pôles de compétitivité régionale.

1.4.5. Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier de l'environnement et des ressources naturelles

Les résultats attendus dans cet objectif spécifique sont :

- l'adaptation du régime juridique de la gestion du foncier de l'environnement et des ressources naturelles au contexte des communes rurales ;
- la mise à disposition des outils de gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles aux collectivités territoriales.

En effet, les actions de relecture des textes du régime juridique doivent être menées pour permettre aux communes de mieux gérer les ressources naturelles et le foncier de l'environnement. Des outils de prévention et de gestion de conflit seront élaborés afin de contribuer à minimiser les conflits fonciers dans les zones d'exploitation agropastorale.

Les principales activités sont :

- mettre en place l'observatoire de l'aménagement du territoire ;
- éditer le guide de la commission foncière villageoise (CFV) et de la commission de conciliation foncière villageoise (CCFV).

I.4.6. Accroître les capacités de mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales

L'amélioration du système fiscal au profit des collectivités territoriales est l'un des résultats attendus dans cet objectif spécifique afin de contribuer à élargir l'assiette fiscale locale. Les actions de réflexion et d'études seront menées entre les différents acteurs pour accroître les ressources financières des collectivités territoriales.

Les principales activités sont :

- doter les CT en matériels roulants pour les services de recouvrement ;
- accompagner les CT dans les opérations de recensement fiscal et dans la constitution d'un fichier fiable des contribuables ;
- concevoir un logiciel d'élaboration des budgets des CT.

I.4.7. Assurer le soutien financier permanent de l'Etat aux collectivités territoriales

Il s'agit de la prise de textes pour le transfert des dotations financières aux collectivités territoriales.

Des activités liées à l'assistance des services techniques déconcentrés pour la production des rapports d'analyse régionale de la situation financière des CT seront menées en vue de l'amélioration de la dotation financière.

I.4.8. Promouvoir et harmoniser les interventions des PTF au développement des collectivités territoriales

Il s'agit d'une part, de veiller à l'harmonisation des procédures d'interventions des partenaires techniques et financiers et d'autre part, de disposer d'un fonds fongible pour assurer le fonctionnement des collectivités territoriales. Les principales activités sont relatives à la mise en place, au sein du FPDCT, d'un guichet spécifique pour le financement des appuis techniques sous la maîtrise d'ouvrage des CT et d'un Guichet Prêts et Garanties aux emprunts pour les CT.

I.4.9. Mettre en place un système de répartition des ressources financières entre les collectivités territoriales

Le résultat attendu est la mise en place d'un système de péréquation financière équitable au profit des CT. Des actions de réflexions doivent être conduites pour asseoir une proportion équitable des ressources allouées aux CT.

I.5. Axe 5 : Le pilotage et la coordination du processus de décentralisation

L'objectif général poursuivi dans cet axe est de renforcer les capacités des structures de pilotage et de coordination du processus de décentralisation.

Quatre (04) objectifs spécifiques ont été définis pour assurer efficacement la coordination et le suivi du processus de décentralisation. Il s'agit de:

- mettre en place un meilleur mécanisme chargé du pilotage du processus ;
- rendre fonctionnel le système de suivi évaluation de la décentralisation ;
- assurer une planification cohérente et harmonisée des programmes et plans d'action des activités de décentralisation ;
- rendre fonctionnels les cadres de concertation (national, régional, communal).

I.5.1. Mettre en place un meilleur mécanisme chargé du pilotage du processus

Les actions prévues dans cet objectif, concourent à rendre efficace le fonctionnement des conseils municipaux et régionaux et à une meilleure gestion des administrations des collectivités territoriales.

Les principales actions retenues sont :

- les activités d'appui conseil aux présidents des collectivités territoriales organisées par la Direction Générale de la Décentralisation (DGD) et les services de l'Inspection Technique ;
- la tenue régulière des sessions des conseils municipaux et régionaux.

I.5.2. Rendre fonctionnel le système de suivi-évaluation de la décentralisation

Le dispositif de suivi-évaluation est un maillon essentiel pour l'état de mise en œuvre du processus de décentralisation. Les activités de suivi doivent être menées à tous les niveaux pour un meilleur cadrage des activités de planification.

Les principales activités retenues sont :

- tenir avec les ministères sectoriels des sessions d'évaluation des ressources financières à transférer aux CT chaque année ;
- assurer le fonctionnement des cellules régionales de suivi évaluation (CRSE) ;
- réaliser l'état des lieux de la décentralisation ;
- éditer et diffuser des produits des bases de données (BDCT, TBSE, Profil des Régions, annuaire statistique, etc....).

I.5.3. Assurer une planification cohérente et harmonisée des programmes et plans d'actions des activités de décentralisation

Les résultats attendus sont d'une part, d'élaborer, d'adopter et de mettre en œuvre les programmes triennaux et les plans triennaux et d'autre part, de les mettre en adéquation avec les grandes orientations de la décentralisation.

Les activités à mener sont :

- définir une vision prospective de la décentralisation ;
- formuler une nouvelle stratégie de la décentralisation ;
- réaliser le schéma 2D (Déconcentration-Décentralisation) ;
- évaluer le CSMOD 2006-2015.

I.5.4. Rendre fonctionnels les cadres de concertation (national, régional, communal)

Le résultat attendu dans cet objectif spécifique est la fonctionnalité et la dynamisation des cadres de concertation. En effet, les sessions des cadres de concertation seront tenues pour prendre des décisions en vue d'un meilleur déroulement du processus de décentralisation.

Les principales activités sont :

- la tenue régulière du comité mixte Gouvernement et partenaires techniques et financiers ;
- l'organisation de la rencontre tripartite Etat-Secteur Privé-Collectivités Territoriales ;
- la tenue de la rencontre gouvernement-élus locaux ;
- la tenue des Conférences régionales de la décentralisation (CORED).

II- Financement

La stratégie des plans d'actions consiste à orienter l'allocation des ressources en priorité vers les axes et les actions prioritaires pour atteindre les objectifs du CSMOD. Elle se fonde sur l'analyse du contexte et les perspectives macroéconomiques aussi bien sur le plan national qu'international.

Le cadrage macro-économique initial du CSMOD 2006-2015 donnait la tendance telle qu'elle apparaît dans le tableau suivant :

Tableau 1: Cadrage du CSMOD (en millions F CFA)

AXES	PAT 2006-2008	PAT 2009-2011	PAT 2012-2015	TOTAL	PART RELATIVE
AXE 1	680,00	300,00	300,00	1 280	5,6%
AXE 2	1 245,50	1 320,71	1 477,71	4 043,91	17,6%
AXE 3	13 366,00	585,00	642,00	14 593	63,4%
AXE 4	1 640,00	567,50	427,00	2 634,5	11,5%
AXE 5	175,00	125,00	150,00	450	2,0%
TOTAL	17 106,5	28 98,205	29 96,705	23 001,41	100,0%

Au regard du tableau ci-dessus, il ressort que la tendance nous oriente vers les axes prioritaires.

II.1- Financement du Plan d'actions intérimaire 2014-2015 du CSMOD

Les orientations du PAI 2014-2015 s'inscrivent dans une logique de consolidation du renforcement de la maîtrise d'ouvrage locale en vue de permettre aux collectivités territoriales d'assumer pleinement leur rôle dans cet exercice.

Le coût global de la mise en œuvre du plan est évalué à **quatre vingt dix neuf milliards cent cinquante six millions neuf cent quatre vingt huit mille (99 156 989 000) FCFA** pour la période 2014-2015.

Dans le souci de renforcer la maîtrise d'ouvrage locale, le présent PAI 2014-2015 met l'accent sur les axes prioritaires 2, 3 et 4 ci-après :

✓ **Le transfert des compétences et des ressources**

La mise en œuvre de cet axe nécessite la mobilisation de soixante trois milliards sept cent vingt millions deux cent cinquante sept mille **(63 720 257 000)** Francs CFA soit 64,26% des ressources programmées dans le PAI 2014-2015. Ce volume financier traduit l'effectivité des transferts des ressources financières nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales. Cela s'explique par le fait que le montant des ressources transférées a connu une augmentation. A titre illustratif, les transferts au niveau du MENA passent de 19 412 117 000FCFA en 2014 à 24 105 056 000FCFA en 2015.

✓ **Le renforcement des capacités locales**

Pour une contribution plus active des acteurs locaux à la mise en œuvre de la décentralisation, le PAI consacre quinze milliards quatre cent neuf millions deux cent quatre vingt dix neuf mille **(15 409 299 000)** Francs CFA des ressources à l'axe 3 du CSMOD : « le renforcement des capacités locales ».

✓ **L'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux**

La mise en œuvre de l'axe 4 : « l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux » nécessite la mobilisation de **quinze milliards cinq cent quatre vingt huit millions sept cent quatre vingt quatorze mille (15 588 794 000) FCFA** des prévisions du PAI 2014-2015.

Quant aux axes 5 : « pilotage et coordination du processus de décentralisation » et 1 : « appropriation sociale et politique de la décentralisation », respectivement de deux milliards deux cent soixante neuf mille deux cent quatre vingt dix neuf mille **(2 269 340 000)** FCFA et deux milliards deux cent soixante neuf millions trois cent quarante mille **(2 169 299 000)** FCFA, ils représentent 4,48% des ressources totales du PAI 2014-2015.

Le tableau ci-après fait le récapitulatif du financement global du PAI 2014-2015 du CSMOD et dégage le pourcentage par axe.

Tableau 2: plan de financement global du PAI 2014-2015 (en milliers de FCFA)

Axes	2014	2015	PAI 2014-2015	Part
Axe 1	1 828 000	441 340	2 269 340	2,29
Axe 2	29 779 680	33 940 577	63 720 257	64,26
Axe 3	10 125 442	5 283 857	15 409 299	15,54
Axe 4	15 456 053	132 741	15 588 794	15,72
Axe 5	1 883 399	285 900	2 169 299	2,19
Total	59 072 574	40 084 415	99 156 989	100%

II.2- Financement de la tranche 2014 du Plan d'actions intérimaire 2014-2015 du CSMOD

Pour l'année 2014, le coût de réalisation du PAI est de **cinquante neuf milliards soixante douze millions cinq cent soixante treize mille (59 072 574 000)** FCFA et sera financé par le budget de l'État, les ressources des PTF par le biais des projets et programmes de développement qui viennent en appui au processus de décentralisation.

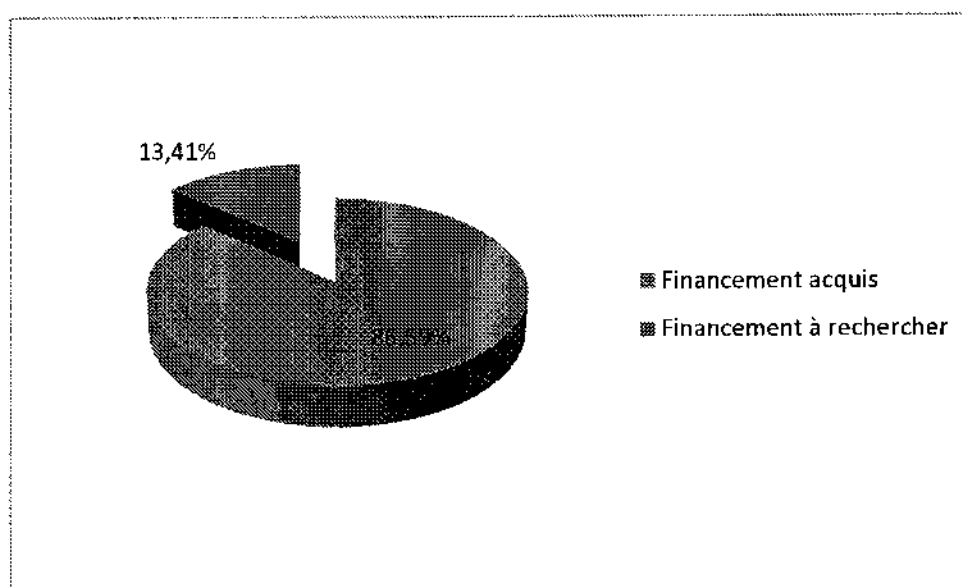
Le financement acquis est de **cinquante et un milliards cent trente trois millions quatre cent soixante quatorze mille (51 148 474 000)** FCFA soit 86,59% tandis que 13,41% sont à rechercher pour une valeur de **sept milliards neuf cent vingt quatre millions quatre vingt dix neuf mille (7 924 099 000)** FCFA.

L'axe 2 « transfert des compétences et des ressources de l'État » représente plus de la moitié du financement en 2014 soit 50,41% pour un montant de vingt neuf milliards sept soixante dix sept millions six cent quatre vingt mille **(29 779 680 000)** FCFA tandis que l'axe 3 « renforcement des capacités locales » représente 17,14% du financement acquis.

Les deux analyses expliquent que dans l'axe 2 le financement est quasi-acquis tandis que dans l'axe 3 l'ensemble des activités provient du plan d'actions opérationnel triennal de la stratégie nationale de renforcement des capacités d'où la nécessité de la tenue d'une table ronde des bailleurs pour solliciter le financement de l'ensemble des activités.

Tableau 3 : Plan de financement du PAI 2014 (en milliers F CFA)

Source de financement	2 014	Part 2014
Financement acquis	51 148 474 000	86,59
Financement à rechercher	7 924 099 000	13,41
Total PAI	59 072 574 000	100,00%



En définitif, la programmation du plan d'actions intérimaire 2014-2015 du CSMOD a mis l'accent sur les activités dont le financement est acquis. Cela a pour avantage de minimiser les risques de contreperformance à l'évaluation du CSMOD.

III- Stratégie de mise en œuvre du PAI

La stratégie de mise en œuvre du PAI précise d'abord les principes directeurs de mise en œuvre des actions prioritaires, ensuite définit les responsabilités respectives des acteurs impliqués, puis décline le coût, les modalités de financement et enfin décrit le mode de coordination et de gestion du plan ainsi que son suivi évaluation.

III-1. Principes directeurs

Les principes directeurs de mise en œuvre du plan d'actions intérimaire reposent sur les considérations suivantes :

- l'unicité du pilotage ;
- la participation et la responsabilisation des acteurs ;

- la synergie entre déconcentration et décentralisation ;
- le renforcement de la concertation entre les acteurs aux niveaux communal, régional et national pour assurer une meilleure complémentarité au niveau sectoriel et opérationnel ;
- la prise en compte des questions transversales du genre, de la protection de l'environnement, du respect des droits de l'homme, etc. dans la conduite des actions.

III-2. Rôle et responsabilité des acteurs

Le PAI se veut un contrat d'objectifs dont la réalisation repose sur une démarche de mobilisation de l'ensemble des acteurs engagés pour l'atteinte des résultats.

Ces acteurs sont les collectivités territoriales, les départements ministériels, le secteur privé, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

✓ Les collectivités territoriales

Les collectivités territoriales ont pour missions de promouvoir la démocratie à la base, de fournir des prestations de services publics aux citoyens et d'organiser le processus de développement local.

Les populations, à travers notamment les Conseils Villageois de Développement, doivent être davantage associées.

Les communes et les régions veilleront en conséquence à la participation des populations locales dans les processus de prise de décision. En effet, cette participation accrue peut rendre les choix mieux adaptés à leurs besoins et en conséquence contribuer à renforcer le civisme fiscal. Celle-ci ne peut du reste, être effective que dans le cadre d'une transparence accrue sur les choix des programmes, des actions et des réalisations conduites par les collectivités territoriales.

Ces considérations suggèrent le renforcement de l'autonomie et des capacités de gestion des collectivités territoriales, la promotion de la culture du résultat et du « rendre compte » dans le comportement des responsables locaux.

Le processus fera l'objet d'un programme spécifique qui pourrait être appuyé par les ressources propres des communes, celles des projets et programmes d'appui et du panier commun décentralisation.

Les collectivités territoriales et leurs associations faïtières veilleront de concert avec les services techniques déconcentrés à la création et au renforcement des conditions cadres propices à la mise en œuvre du processus de la décentralisation. Elles conduiront enfin les initiatives d'auto-évaluation pour permettre une mise en œuvre réussie des actions. La conduite par l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) et l'Association des Régions du Burkina Faso (ARBF) de leurs plans stratégiques respectifs traduit leur engagement à susciter et à entretenir la synergie d'actions avec les autres acteurs.

✓ ***Le secteur privé***

Les réformes en cours et les mesures de relance de l'activité économique mises en œuvre par le Gouvernement contribuent à créer de façon progressive, un environnement propice aux investissements privés, à la création d'emplois et de richesses.

Les opérateurs économiques mènent des activités de production, de transformation, de distribution et de prestation de services. Ils participent à cet égard au développement du potentiel économique des CT et sont en conséquence, un partenaire privilégié dans la mise en œuvre des plans de développement régional et communal.

Ces importantes responsabilités confèrent au secteur privé un rôle majeur dans la réussite des futurs pôles de croissance, leviers et points d'ancrage du développement local.

✓ ***Les Organisations de la Société Civile (OSC)***

Les Organisations de la Société Civile (OSC) et certaines associations caritatives ont une tradition d'appui aux initiatives de base. Elles constituent de ce fait, des opérateurs capables d'accompagner les populations et les autorités locales dans leur effort de développement afin qu'elles jouent un rôle plus actif dans le processus de décentralisation.

La participation accrue des ONG et des associations citoyennes contribuera à renforcer le rôle et la place des maires en tant que responsables et maîtres d'ouvrage du développement dans leurs communes, les relations de responsabilité, le contrôle citoyen et conséquemment la qualité des services sociaux de base.

Elles sont en conséquence, appelées à travailler activement à l'intérieur des cadres de concertation et au sein des organes des collectivités territoriales afin d'entretenir le cercle vertueux de l'auto-responsabilisation progressive des populations dans la gestion de leur développement.

✓ ***Les partenaires au développement***

Les Partenaires Techniques et Financiers concourent de façon significative à la mise en œuvre de la décentralisation à travers des appuis budgétaires et des projets spécifiques.

La responsabilité mutuelle et l'harmonisation de leurs interventions telles que prévues dans la Déclaration de Paris, restent primordiales pour le Gouvernement et sont un élément essentiel pour réussir la décentralisation au Burkina Faso.

Jusque-là, les interventions des Partenaires Techniques et Financiers consistent en des appuis projets menés par le biais des départements ministériels ou directement en faveur des entités décentralisées. Ces appuis, bien qu'importants pour l'approfondissement du processus, demeurent cependant parcellaires et créent des zones géographiques privilégiées.

Un recentrage des approches est donc préconisé en fonction des priorités définies dans ce plan pour soutenir les efforts sans cesse accrus du Gouvernement en faveur de la décentralisation.

Le Gouvernement sollicite en outre, pour la période 2014-2015, un renforcement de la contribution des PTF à travers des dotations prévisibles et complémentaires à la mise en œuvre des projets/programmes, au budget du FPDCT et au «Panier commun» dédié à la mise en œuvre du PAT/CSMOD.

✓ ***Les départements ministériels***

Le CSMOD, faut-il le rappeler, précise que dans leurs domaines d'attributions respectifs, chaque ministère doit intégrer dans ses plans et programmes, les activités propres à la mise en œuvre de la décentralisation. Cette orientation requiert une plus forte mobilisation des départements ministériels pour renforcer la synergie entre décentralisation et déconcentration en faveur de la gouvernance locale et la promotion du développement local. Cette posture devra se traduire par l'élaboration et la mise en œuvre de feuilles de route pour chaque ministère œuvrant dans la décentralisation.

IV- Dispositif de suivi évaluation

La décentralisation est une question transversale de développement qui interpelle de nombreux acteurs.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement encourage la concertation et le dialogue aux niveaux communal, régional et national pour renforcer la synergie des approches, des choix et des financements nécessaires à une mise en œuvre participative et cohérente du programme.

IV-1. Pilotage et coordination du processus

➤ Au niveau national

Sous la coordination du MATD, la concertation interministérielle sera davantage promue. Le Secrétariat Permanent de la CONAD animera des rencontres avec les cellules « décentralisation » des ministères, les organisations faitières des collectivités territoriales pour partager les informations sur le processus, suivre son évolution afin de consolider l'intégration des politiques et programmes sectoriels dans le cadre global de la décentralisation.

En ce qui concerne les Partenaires techniques et financiers, leur importante contribution dans la mise en œuvre de la décentralisation a conduit le Gouvernement à les associer davantage dans la conduite du processus. Outre leur participation aux sessions de la CONAD en tant que membres statutaires, le Gouvernement a mis en place par arrêté conjoint n° 2011-088 /MATDS/MEF en date du 30 décembre 2011, le comité mixte permanent de concertation sur la décentralisation, composé des représentants de l'État, des collectivités territoriales et des PTF. Il a pour objet :

- de servir de cadre institutionnel permanent de travail et d'échanges sur le processus de décentralisation ;
- de créer, d'organiser et de consolider les liens de collaboration technique entre les services de l'État et les PTF impliqués dans la décentralisation ;
- de faciliter la mise en œuvre des mesures d'alignement et d'harmonisation des procédures.

Ce comité servira de cadre d'échanges, de coordination et d'harmonisation des appuis des bailleurs dans le cadre de la mise en œuvre du plan ; il devra être redynamisé aux fins d'assurer une coordination et une complémentarité des programmes/projets en liaison avec la conduite de la décentralisation.

➤ Au niveau régional

Le Gouvernement entend promouvoir également la concertation à travers les structures créées à cet effet d'une part et entre les conseils de collectivités territoriales d'autre part. Les axes de concertation suivants seront institués :

- concertation collectivités territoriales et services techniques déconcentrés ;
- concertation collectivités territoriales et organisations/associations citoyennes.

Les Conférences Régionales de la Décentralisation (CORED) placées sous la présidence des Gouverneurs de région apprécient la pertinence des actions des plans locaux de développement, leur état de mise en œuvre et évaluent leurs performances.

IV-2. Suivi-évaluation du processus de décentralisation

Le suivi-évaluation de la décentralisation vise à mettre à la disposition des départements ministériels, des collectivités territoriales, des OSC et des partenaires, un ensemble continu et cohérent d'informations sur la mise en œuvre du plan triennal et sur l'atteinte des résultats relatifs à son exécution, de manière à permettre un suivi régulier dans le temps et dans l'espace, des effets et des impacts produits.

A travers le processus, le Gouvernement entend promouvoir l'application de la culture du résultat en assurant une meilleure visibilité de l'utilisation des ressources, d'en mesurer l'impact et de veiller à une plus grande exigence de responsabilité des populations vis-à-vis des autorités locales.

A cet effet, le suivi du PAI s'opérera au niveau supra (national), méso (région) et infra (commune) sur la base :

- des indicateurs d'impact, de résultat et de réalisation du processus, lesquels intègrent les indicateurs du Cadre Stratégique de Croissance Accéléré et de Développement Durable, de la Politique Nationale de Bonne Gouvernance et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);
 - des résultats de l'auto évaluation des collectivités territoriales, des autres acteurs et des cadres de concertation.
-
- ✓ Au niveau national, le Centre National de Suivi-évaluation (CNSE) du Secrétariat Permanent de la Conférence Nationale de la Décentralisation (SP/CONAD) assurera le suivi permanent du processus avec les membres des cellules « décentralisation » des départements ministériels pour le suivi sectoriel, un système de suivi-évaluation national sera développé en lien avec le système de suivi de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
 - ✓ Au niveau régional ; les Cellules Régionales de Suivi-évaluation (CRSE) assureront le suivi du processus au niveau de la région des activités des CT, des projets et programmes et centraliser, assurer le traitement et la diffusion des données ;
 - ✓ Au niveau communal, il sera mis en place dans chaque commune, un point focal du suivi chargé de la collecte des données de la commune. Ces données seront centralisées au CRSE via le Haut commissariat.

Un manuel de suivi évaluation sera conçu pour accompagner l'appropriation et l'opérationnalisation du mécanisme.

V- Hypothèses et risques

En raison de l'ampleur des réformes qui accompagnent la décentralisation, la conduite du processus reste fortement soumise à des événements ou conditions plus ou moins prévisibles qui, s'ils surviennent, pourront accélérer ou réduire l'impact recherché. Ce sont les hypothèses et risques majeurs.

A cet égard, les hypothèses et risques majeurs identifiés dans le cadre logique du PAI 2014-2015 du CSMOD sont les suivants.

Au niveau des hypothèses, ce sont :

- la disponibilité à court terme de ressources humaines et financières suffisantes et des capacités au niveau des collectivités territoriales pour maintenir la dynamique de la décentralisation ;
- la disponibilité des ressources financières pour une exécution équilibrée du plan d'actions ;
- l'effectivité de l'harmonisation des approches des Partenaires Techniques et Financiers et de la complémentarité de leurs appuis.

Il existe quelques risques liés à la mise en œuvre du PAI 2014-2015. Ce sont :

- la non adhésion des acteurs et partenaires à la mise en œuvre du PAI ;
- la faiblesse des capacités opérationnelles des collectivités territoriales pour l'exécution des compétences transférées.

CONCLUSION

La mise en œuvre du PAI 2014-2015 du CSMOD repose sur une démarche de mobilisation de l'ensemble des acteurs engagés dans l'exécution solidaire des actions vers les résultats attendus. Ainsi, les avancées obtenues depuis l'opérationnalisation du CSMOD militent progressivement pour un renforcement des synergies locales. Il importe à cet effet, au cours de la période 2014-2015, de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des activités qui sont entre autres :

- la définition de la vision prospective nationale de la décentralisation ;
- la formulation de la nouvelle stratégie de la décentralisation ;
- la relecture du code général des collectivités territoriales ;
- la mise en œuvre du plan d'actions opérationnel triennal de la stratégie nationale du renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation.

Par ailleurs, le processus d'élaboration du plan doit être renforcé en impliquant d'une part, l'ensemble des acteurs notamment la société civile et les CT et d'autre part, en élaborant une note de cadrage pour fixer les orientations stratégiques et les objectifs quantitatifs. Cette note de cadrage permettra aussi d'orienter les différents acteurs dans l'identification et la programmation des activités pour mieux les cadrer avec les objectifs et les actions prioritaires de la décentralisation.

En ce qui concerne les CT, la poursuite des transferts de compétences est indispensable pour les communes et un début de transfert de compétences est nécessaire pour les régions. Il est urgent d'envisager à la hausse l'enveloppe financière allouée aux dotations globales des CT afin de pouvoir faire face aux énormes défis d'investissements.

Les PTF jouent un rôle important dans la mise en œuvre du PAI. Il est donc souhaitable qu'ils agissent en synergie afin d'appuyer l'État dans son initiative de mise en place d'un système pérenne de financement de la décentralisation. Aussi, est-il important de dynamiser les cadres de concertation aux niveaux national, régional et communal pour une meilleure coordination et orientation des actions de mise en œuvre du processus.

**TABLEAU DE PROGRAMMATIONS PHYSIQUE
ET
FINANCIERE DES ACTIVITES 2014-2015**

TABLEAU DE PROGRAMMATION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES ACTIVITES 2014-2015 (en milliers de francs CFA)

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de finances ments	Structures responsables		
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total	
	T1	T2	T3	T4									
AXE1: APPROPRIATION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA DECENTRALISATION													
Objectif général 1: Permettre à tous les acteurs impliqués de s'approprier le processus et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée							1 828 000	441 340	2 269 340				
Objectif spécifique 1.1: Favoriser l'appropriation sociale et politique de la décentralisation							108 300	34 340	142 640				
Résultat 1.1: Les textes d'application des lois sur la décentralisation et le développement local (CGCT, foncier rural, urbanisme, ...) sont disponibles							108 300	34 340	142 640				
Activité 1.1.1.1: Elaborer et adopter 12 textes d'application du Code de l'Urbanisme et de la Construction				7	5	Nombre de textes adoptés	6	12	24 000	-	24 000	BE	MH/UDGC
Activité 1.1.1.2: Elaborer et adopter des textes d'application en matière de culture (Decret & arrêtés)				3		Nombre de textes adoptés	2	3	7 000	-	7 000	BE	MCT
Activité 1.1.1.3: Elaborer et adopter les 6 textes d'application de la Loi d'Orientation Relative au Pastoralisme				2	2	Nombre de textes adoptés	2	6	3 300	3 400	6 700	BE	MEAH/DGE AP
Activité 1.1.1.4: Elaborer les textes d'application du code forestier sur la gestion décentralisée des ressources forestières				5	5	Nombre de textes adoptés	5	15	1 000	940	1 940	UICN	MEDD/For/DAJC
Activité 1.1.1.5: Traduire les 12 textes d'application du code de l'urbanisme et de la construction en mooré, djula et fulfulde						Nombre de textes traduits	6	6	30 000	30 000	60 000	BE	MH/UDGC
Activité 1.1.1.6: Organiser des ateliers de vulgarisation des organisation-types des collectivités territoriales dans les régions	x	x	x			Nombre d'ateliers organisés	5	13	40 000		40 000	BE	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014					Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4									
Activité 1.1.1.7 Editer le guide de la CFV et de la CCFV		X				Nombre	0	1000	3 000		3 000	BE/PRGLA	MATD
Objectif spécifique 1.2 : Améliorer la participation des acteurs au développement communal et régional													
Résultat 1.2.1 : La participation des acteurs au développement communal et régional est renforcée													
Activité 1.2.1.1: Mener des campagnes de sensibilisation sur les changements climatiques au profit des communes			15	10		Nombre de campagnes menées	10	35	10 000	-	10 000	COGEL	MEDD/DiFor
Activité 1.2.1.2: Mener des campagnes de sensibilisation à l'endroit des présidents de conseil de collectivité et les présidents des comités de jumelage pour susciter des regroupements dans le cadre de l'intercommunalité.			13	13		Nombre de campagnes menées	13	39	47 000		47 000	BE	MATD
Activité 1.2.1.3 : Éditer et publier la revue " les échos de la décentralisation"	4000	4000	4000	16000		Nombre de revues	16000	48000	28 000		28 000	BE	MATD
Activité 1.2.1.4 : Mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur la décentralisation à travers l'élaboration et la diffusion d'outils de communication appropriés			13	45		- Nombre d'outils élaborés - Nombre d'acteurs sensibilisés	0	58	61 000		61 000	PADIC/ PACT/ PRGLA/ PDDC	MATD
Activité 1.2.1.5 : Sensibiliser et former les acteurs locaux sur les textes d'application du Code de l'Urbanisme et de la Construction			32	32		Nombre de sessions organisées	0	96	80 000		80 000	BE	MHU/DGC
Activité 1.2.1.6 : Reproduire le Code de l'Urbanisme et de la Construction en 2 000 exemplaires			X	X		Nombre de documents reproduits	0	2000	4 000		4 000	BE	MHU/DGC
Activité 1.2.1.7 : Informer / former les acteurs au niveau central et local sur les textes d'application de la loi n° 27-2006/AN du 05-12-2006			3	10		Nombre de sessions organisées	0	13	4 750		4 750	AFC	MATD
Activité 1.2.1.8: Former les élus locaux sur le fonctionnement des collectivités territoriales	3			7		Nombre d'élus locaux formés	3	10	210 000		210 000	PACT/AF C/PDDC	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière				Sources de financements	Structures responsables	
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total			
	T1	T2	T3	T4									
Activité 1.2.1.9 : Vulgariser le Code de l'Urbanisme et de la Construction				3	3	Nombre de sessions de vulgarisation organisée	2	8	30 000	30 000	60 000	BE	MHU/DGC
Activité 1.2.1.10: Editer et reproduire le manuel de bonnes pratiques en 500 exemplaires en français				500		Nombre d'exemplaires	0	500	2 500		2 500	PACT	MATD
Activité 1.2.1.11: Produire un film documentaire sur les bonnes pratiques retenues en 2012				1		Disponibilité du film	0	1	15 000		15 000	PACT	MATD
Activité 1.2.1.12: Organiser des ateliers de dissémination et de vulgarisation des bonnes pratiques retenues au niveau national et régional				13		Nombre d'ateliers	0	13	65 000		65 000	PACT/P DDC	MATD
Activité 1.2.1.13 : Organiser 06 ateliers régionaux d'information et de formation des présidents de conseil de collectivité et des comités de jumelage sur les textes réglementaires du CGCT relatifs à la coopération décentralisée.		X	X			Nombre d'ateliers régionaux organisés	0	6	42 000		42 000	AFC	MATD
Activité 1.2.1.14 : Editer des dépliants relatifs à la promotion de la Fonction Publique Territoriale	X					Nombre de dépliants édités	0	10000	1 000		1 000	PACT	MATD-DGFPT
Activité 1.2.1.15 : Organiser des ateliers d'implication des intervenants non étatiques dans le renforcement de la décentralisation	X	X	X	X	X	Nombre d'ateliers organisés			50 000		50 000	BE	MATD
Activité 1.2.1.16: Organiser un Atelier d'échanges entre les différents acteurs de COPEGOL pour la certification des bonnes pratiques retenues et la révision de la grille d'évaluation et du guide de soumission		X				Pourcentage des tâches à exécuter pour l'organisation dudit atelier	0	1	20 000		20 000	PACT	MATD
Activité 1.2.1.17 : Produire un film documentaire sur les bonnes pratiques retenues en 2013		X					0	1	15 000		15 000	PACT	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015		
	T1	T2	T3	T4					Total			
Activité 1.2.1.18: Organiser des ateliers d'information et de sensibilisation sur le fonctionnement des CVD	X	X	X	X	X	Nombre de CVD informés et sensibilisés sur leur fonctionnement			450 000		BE	MATD
Activité 1.2.1.19: Elaborer et éditer en 1000 exemplaires le statut de l'élú local au Burkina Faso			X			Nombre d'exemplaires édités	0	1000	15 000		BE	MATD
Activité 1.2.1.20: Organiser treize (13) ateliers de vulgarisation du statut de l'élú local au Burkina Faso	X	X	X	X	X	Nombre d'ateliers organisés	0	13	50 000		BE	MATD
Activité 1.2.1.21: Organiser des rencontres avec les DR/MCT et les maires pour une large diffusion du document de politique culturelle et touristique	x	x	x	x		Nombre de rencontres avec les DR/MCT et les maires	2 sessions d'information et de sensibilisation tenues à Kaya et Bobo	2	15 000		BE	MCT
Activité 1.2.1.22 : Réaliser des sorties de sensibilisations sur les faits d'état civil dans les zones à faible couverture				X	X	Nombre de sorties effectuées	0	302	200 000	200 000	BE	MATS/DGM EC
Activité 1.2.1.23: Rendre fonctionnel le site web sur la décentralisation				X	X	Fréquence de mise à jour du site/Nombre de consultations sur le site	0	1	2 000	2 000	PADICP DDC	MATD
Activité 1.2.1.24: Éditer le SNAT en 6 000 exemplaires		X				Nombre d'exemplaires du SNAT édités	0	6000	120 000		BE	MATD
Activité 1.2.1.25 : Vulgariser les guides méthodologiques de planification locale auprès des conseils communaux et régionaux	X	X				Nombre de participants aux ateliers	0	3	122 000		UNFPA, PRGLA	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables	
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total
	T1	T2	T3	T4								
Activité 2.1.26 : Organiser des sessions d'information et de sensibilisation au profit des médias verts et des structures impliquées dans la mise en œuvre de la décentralisation sur la gestion décentralisée des forêts	X				Nombre de sessions organisées	0	2	3 950		3 950	TREE AID	MEDD/ DIFOR
Activité 1.2.1.27: Développer les activités de communication	X	X	X		Nombre d'activités	5	12	50 000	20 000	70 000		
Objectif spécifique 1.3: Renforcer les connaissances de la société civile en matière de décentralisation												
Résultat 1.3.1: Les connaissances de la société civile en matière de décentralisation sont renforcées												
Activité 1.3.1.1 : Mettre en réseau les OSC en décentralisation dans 12 régions		4	4	4	Nombre de réseau mis en place	0	12	6 500		6 500	AFC/ PD DC	OSCI/ADECO R
AXE2: TRANSFERTS DES COMPETENCES ET DE RESSOURCES												
Objectif Général 2 : Rendre fonctionnel le dispositif de transfert des compétences et des ressources aux CT												
Objectif spécifique 2.1: Operationaliser la fonction publique territoriale												
Résultat 2.1.1: La fonction publique territoriale est créée et mise en œuvre												
Activité 2.1.1.1: Organiser un atelier national relatif à l'état des lieux et perspectives de la Fonction Publique territoriale		X			Nombre d'ateliers	0	1	65 000		65 000	AFC	MATD /DGFP
Objectif spécifique 2.2: Assurer le transfert des emplois liés aux compétences transférées												
Résultat 2.2.1: Un système d'appui en ressources humaines aux collectivités territoriales par l'Etat est assuré												
								6 042	5 000	11 042		

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015		
	T1	T2	T3	T4					Total			
Activité 2.2.1.1 : Mettre à la disposition des régions le personnel de l'Etat nécessaire à l'exercice des compétences transférées				100	100	Nombre d'agents mis à disposition	100	300	PM	PM	PM	MFPTSS /Ministères concernés et MATD
Activité 2.2.1.2 : Elaborer et faire signer les textes réglementaires sur le transfert des ressources humaines de l'Etat à quelques communes urbaines pilotes	x	x	x			Nombre de textes élaborés	0	7	5 000	5 000	10 000	MFPTSS
Résultat 2.2.2: Les nouveaux recrutements de personnel destinés aux services transférés ont été opérés selon des quotas de répartition												
Activité 2.2.2.1 : Recruter les ressources humaines destinées aux services dans les compétences transférées	x	x	x	x	x	Nombre d'agents recrutés	0	CP et CD= 9 398 Mn= 2982	1 042		1 042	MFPTSS
Objectif spécifique 2.3: Assurer le transfert des ressources budgétaires et fiscales												
Résultat 2.3.1: Le financement pérenne des compétences transférées est assuré par l'Etat												
Activité 2.3.1.1 : Prendre les textes réglementaires sur le transfert de ressources financières aux collectivités territoriales				7	0	Nombre de textes pris	4	11	1 500	1 500	3 000	MATD, MENA, MS, MEAHA et tout autre ministère concerné
Activité 2.3.1.2 : Tenir avec les ministères sectoriels des sessions d'évaluation des ressources financières à transférer aux CT chaque année				1	1	Nombre de sessions organisées	0	2	3 000	3 000	6 000	MEF
Activité 2.3.1.3 : Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de l'action sociale	x				x	Montant des ressources transférées	1	1	80 870	80 870	161 740	MASSN

AXES/ OBJECTIFS/ RESULTATS/ ACTIVITES	Programmation physique				Formulation	Indicateurs		Programmation financière			Sources de finance ments	Structures responsables	
	2014					Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total			
	T1	T2	T3	T4									
Activité 2.3.1.4 : Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de l'eau et de l'assainissement	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	2 212 000	2 212 000	4 600 000	BE	MEAHA
Activité 2.3.1.5: Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de l'éducation nationale et de l'alphabétisation	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	19 412 117	24 105 056	43 517 173	BE	MENA
Activité 2.3.1.6 : Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de la jeunesse et de la formation professionnelle	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	312 705	312 705	625 410	BE	MJEPF
Activité 2.3.1.7 : Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de la santé au titre des investissements	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	5 000 000	5 000 000	10 000 000	BE	MS
Activité 2.3.1.8: Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de la santé au titre du fonctionnement	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	2 153 030	2 153 030	4 306 060	BE	MS
Activité 2.3.1.9 : Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine des sports et loisirs	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	32 416	32 416	64 832	BE	MSL
Activité 2.3.1.10 : Assurer le transfert des ressources financières de l'Etat aux CT pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine de la culture	X				X	Montant des ressources transférées	1	1	15 000	15 000	30 000	BE	MCT
Objectif spécifique 2.4: Assurer le transfert du patrimoine lié aux compétences transférées													
									244 000	10 000	254 000		

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4									
Résultat 2.4.1 : L'Etat a cédé tout patrimoine lié aux compétences transférées													
Activité 2.4.1.1 : Réaliser l'inventaire dans les 17 domaines à transférer aux CT					17	Nombre de domaines inventoriés	0	17	50 000	10 000	254 000	BE	MATD
Activité 2.4.1.2 : Assurer l'inventaire, le classement, la protection et la promotion du patrimoine culturel et touristique en vue de son transfert	X	X	X	X		Nombre d'infrastructures culturelles et de sites culturels à vocation touristique inventoriés et classés	1	1	194 000		194 000	BE	MCT
Objectif spécifique 2.5: Assurer le transfert des compétences prévues par la loi													
Résultat 2.5.1: Les collectivités territoriales exercent les compétences prévues par la loi													
Activité 2.5.1.1 : Elaborer et signer les protocoles d'opération entre l'Etat et les régions dans les domaines de compétences transférées				10		Nombre de protocoles d'opération élaborés et signés	0	10	11 000		11 000	AFC /PRGLA	MATD
Activité 2.5.1.2 : Elaborer et signer les protocoles d'opération entre l'Etat et les communes dans les domaines de compétences transférées				11		Nombre de protocoles d'opération élaborés et signés	0	11	11 000		11 000	BE/PRGLA	MATD
Activité 2.5.1.3 : Elaborer le guide d'aide à l'exercice des compétences transférées dans les domaines restants				x		Disponibilité du rapport	0	1	50 000		50 000	BE	MATD
Activité 2.5.1.4 : Editer le guide d'aide à l'exercice des compétences transférées déjà élaboré					X	Disponibilité du rapport	0	1	20 000		20 000	PACT	MATD
Activité 2.5.1.5 : Organiser des ateliers régionaux de vulgarisation du guide d'aide à l'exercice des compétences transférées					X	Nombre d'ateliers organisés	0	13	130 000		130 000	PACT	MATD
Activité 2.5.1.6 : Organiser des ateliers/missions d'échanges avec les services déconcentrés de l'Etat sur leur rôle dans le cadre du transfert des compétences		X	X	X		Nombre d'ateliers organisés	0	13	10 000	10 000	20 000	PACT/PDDC	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables		
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014			2015	Total
	T1	T2	T3	T4									
Objectif spécifique 2.6 : Assurer le fonctionnement des services de base des collectivités territoriales													
Résultat 2.6.1 : Les services de base des collectivités territoriales sont fonctionnels et satisfaisants													
Activité 2.6.1.1 :										-			
Activité 2.6.1.2 :										-			
Objectif spécifique 2.7 : Assurer une maîtrise de la gestion des ressources transférées au niveau local													
Résultat 2.7.1 : Les différents instruments financiers et budgétaires relatifs au régime financier et comptable, à la nomenclature budgétaire et comptable applicables aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre dans toutes les régions et communes													
Activité 2.7.1.1 : Relire la nomenclature des Pièces justificatives pour prendre en compte les ressources transférées					1	1	disponibilité d'une nouvelle nomenclature des pièces justificatives			10 000		BE MEF	
AXE3: RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES													
Objectif général 3 : Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'État.													
Objectif spécifique 3.1 : Renforcer les capacités de gestion des élus et agents des collectivités territoriales													
Résultat 3.1.1 : Un système d'appui technique aux collectivités territoriales est établi													
Activité 3.1.1.1 : Former 766 agents des CT (SG et comptables) sur le processus d'exécution et de contrôle du budget d'une CT et la tenue de la comptabilité administrative					383	383	Nombre d'agents formés	0	766	70 132	70 132	BE/PDD C MATDMEF	

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables		
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total	
	T1	T2	T3	T4									
Activité 3.1.1.2 : Former 383 agents en charge de l'état civil sur les techniques de préparation et de mise en œuvre d'un recensement administratif et la tenue des cahiers de recensement				193	190	Nombre d'agents formés	0	383	31 716	31 716	63 432	BE	MATS/MATD
Activité 3.1.1.3 : Former 383 agents en charge de l'état civil sur les textes d'application du code des personnes et de la famille				193	190	Nombre d'agents formés	0	383	25 951	25 951	51 902	BE	MATS/MATD
Activité 3.1.1.4: Former 383 agents des régies sur la gestion d'une régie de recettes et les techniques de recouvrement des droits et taxes locaux				193	190	Nombre d'agents formés	0	383	25 951	25 951	51 902	PACT	MATD
Activité 3.1.1.5: Former 383 agents en charge des ressources humaines sur la gestion du personnel, le processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans de formation				193	190	Nombre d'agents formés	0	383	25 951	25 951	51 902	BE/PDD C	MATD
Activité 3.1.1.6: Former 192 agents en charge de l'hygiène et de l'assainissement sur la politique nationale d'hygiène et d'assainissement					192	Nombre d'agents formés	0	192	-	25 951	25 951	BE	MEAHA
Activité 3.1.1.7: Former 383 agents des services des matières transférées sur la gestion des compétences transférées aux communes dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'AEPA					383	Nombre d'agents formés	0	383	-	70 132	70 132	PACT	MATD/MENA /MS/MEAHA
Activité 3.1.1.8: Former 383 agents des services chargés des affaires domaniales et foncières (SADF) sur le foncier rural et le code de l'urbanisme et de la construction au Burkina Faso					383	Nombre d'agents formés	0	383	-	37 481	37 481	AFC	MATD
Activité 3.1.1.9: Former 383 agents des services techniques municipaux en gestion/entretien de la voirie municipale et en techniques de suivi et de promotion des moyens de transport urbain				193	190	Nombre d'agents formés	0	383	35 991	25 991	61 982	PACT/ AFC	MATD

AXES /OBJECTIFS/ RESULTATS/ ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financ ements	Structures responsables			
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014			2015	Total	
	T1	T2	T3	T4										
Activité 3.1.1.10: Former les 747 membres des exécutifs des collectivités territoriales sur l'organisation et le fonctionnement des organes délibérants					373	374	Nombre d'élus formés	0	747	69 211	106 457	175 668	PACT/ AFC/PD DC	MAT
Activité 3.1.1.11: Former les 1 149 membres des exécutifs des CT sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage locale.					575	574	Nombre d'élus formés	0	1 149	500 000	300 000	800 000	PADIC/ FICOD PACT/P DDC	MATD
Activité 3.1.1.12: Former les 1 149 membres des exécutifs des CT sur leur rôle et responsabilités dans la passation des marchés publics et des DSP et dans les opérations d'urbanisme et de construction					575	574	Nombre d'élus formés	0	1 149	106 457	160 457	266 914	PADIC/ PACT	MATD
Activité 3.1.1.13: Former les 1 149 membres des exécutifs des CT sur le processus d'élaboration, d'exécution et de suivi des budgets locaux.					575	574	Nombre d'élus formés	0	1 149	106 457	106 457	212 914	AFC/PD DC	MATD
Activité 3.1.1.14: Former 3 038 membres des commissions permanentes sur l'organisation et le fonctionnement de la CAEF, de la CAGSC, de la CEDL et de la CATGF					1519	1 519	Nombre de membres formés	0	3 038	281 460	281 460	562 920	AFC/PD DC	MAT
Activité 3.1.1.15: Former 766 conseillers membres de la CAEF sur le processus d'élaboration, de vote et d'approbation du budget des CT					383	383	Nombre de conseillers formés	0	766	70 867	70 867	141 734	AFC/PD DC	MATD
Activité 3.1.1.16: Former 766 conseillers membres de la CATGF sur les dispositions de la loi portant Gestion foncière en milieu rural (loi 34)					383	383	Nombre de conseillers formés	0	766	70 867	70 867	141 734	AFC/PD DC	MATD
Activité 3.1.1.17: Former 200 nouveaux agents au profit de l'administration communale					100	100	Nombre d'agents formés	0	200	32 370	32 370	64 740	BE/ FICOD/ PDDC	MATD
Activité 3.1.1.18: Former 1000 nouveaux agents au profit de l'administration des communes rurales					500	500	Nombre d'agents formés	0	1 000	323 704		323 704	BE	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014					Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4	2015								
Activité 3.1.1.19 : Former 383 agents des services de la planification sur le processus d'élaboration et de suivi du plan communal de développement (PCD)	X					Nombre de personne formé par collectivité	0	383	10 300		10 300	PRGLA/ COGEL/ ACRIC/ PNGT/ AFC	MATD
Activité 3.1.1.20: Organiser des rencontres régionales d'échanges et de partage d'expériences entre les CT dans le domaine de l'exercice des compétences transférées		3	3			Nombre de rencontres organisées	0	6	20 000		20 000	PRGLA/ PACT/ COOP SUISE/ AFC	MATD
Activité 3.1.1.21: Prendre en charge les Salaires de 1000 agents des communes rurales pour une période de trois ans	X	X	X	X	X	Nombres d'agents payés	0	1 000	1 315 000	1 315 000	2 630 000	BE	MATD
Activité 3.1.1.22 : Organiser une formation sur la rédaction des actes unilatéraux, les contrats et les conventions au profit des SG des administrations des collectivités territoriales	X					Nombre de personnes formées	0	381	50 000		50 000	AFC /PACT/P DDC	MATD
Activité 3.1.1.23 : Former les autorités locales en prévention et gestion des conflits intercommunautaires				X	X	Nombre d'autorités formées	0	408	15 000	15 000	30 000	AMBA FRANCE /PNGT /PRGP	MATS
Activité 3.1.1.24 : Former les comptables des collectivités territoriales sur l'utilisation de l'application d'aide à l'élaboration et à l'examen des budgets et comptes	X					Nombre de personnes formées	0	377	60 000		60 000	PACT/ AFC/PD DC	MATD
Activité 3.1.1.25 : Former 50 agents des services techniques municipaux (STM) en gestion et entretien de la voirie municipale		X	X			Nombre de personnes formées	0	50	15 000	15 000	30 000	PACT/ PADIC	MATD
Activité 3.1.1.26 : Elaborer et mettre à la disposition des commissions d'examen des budgets et comptes un guide de tenue des sessions	X	X	X	X	X	Nombre de communes concernées	0	377	15 000	15 000	30 000	BE	MATD-DGD
Activité 3.1.1.27 : Procéder à l'enregistrement des naissances via le mobile				X	X	Nombre de naissances enregistrées via le mobile	0		527 275		527 275	UE UNICEF	MATS

AXES/OBJECTIFS/ RESULTATS/ ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de finance ments	Structures responsables	
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total
	T1	T2	T3	T4								
Activité 3.1.1.28 : Rendre opérationnel les directions régionales et provinciales de la culture	X	X			Treize (13) DR/MCT sont opérationnelles	13 DR/MCT et 6 DP/MCT sont effectivement opérationnelles depuis 2010	-Achever la construction de la DR de Ziniare - Rendre opérationnelles les 6 DP	50 000	500 000	550 000	BE	MCT
Activités 3.1.1.29 : Renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière d'aménagement et de développement durable du territoire	X	X	X	X	Nombre de formations réalisées	0	75	125 000		125 000	MEDD- IPE et CCP/BE	MATD
Activité 3.1.1.30 : Vulgariser le guide de la CFV et de la CCFV dans les 13 chefs lieux de régions	X	X			Nombre d'ateliers réalisés	0	13	25 000		25 000	AFC	MATD
Activité 3.1.1.31 : Organiser des ateliers régionaux d'outillage des CVD et des membres des commissions financières à l'optimisation des recettes propres des CT	X	X	X	X	Nombre d'ateliers organisés		13	50 000		50 000	Amba. France/ PACT/ GUEU/ PNCT	MATD
Objectif spécifique 3.2: Renforcer les capacités d'interventions des acteurs locaux (organisations de la société civile et secteur privé)												
Résultat 3.2.1: Les différents acteurs locaux sont formés et aptes à exercer leur rôle												
Activité 3.2.1.1 : Former 370 responsables des coordinations communales des OSC sur leur rôle dans le processus budgétaire des CT					370	Nombre de personnes formées	0	370		48 238	PADIC/P ACT/ AFC/ PD DC	MATD
Activité 3.2.1.2: Former 370 responsables des coordinations communales des OSC sur les techniques de plaidoyers et de lobbying					370	Nombre de personnes formées	0	370	-	48 238	PADIC/P ACT/ AFC/ PD DC	MATD
Activité 3.2.1.3: Former les membres des conseils communaux pour la promotion du genre (COCOPGENRE) des différentes communes des 13 régions en genre et développement				X	Nombre de communes ayant reçu la formation	0	351	20 500		20 500	BE/PDD C	M/PFGDGP G

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4									
Activité 3.2.1.4: Former 120 responsables d'associations sur l'élaboration des programmes et projets sensibles au genre				X		Nombre de membres formés	0	120	8 000		8 000	BE	MPFG/DGP G
Activité 3.2.1.5: Organiser quatre ateliers de formation des acteurs locaux sur les techniques d'élaboration et de gestion des projets de développement.	X		X			Nombre d'ateliers organisés	0	4	60 000		60 000	PRGLA/ AFC	MATD
Activité 3.2.1.6: Renforcer les capacités de collaboration entre les communes et les Organisations de la Société Civile (OSC) dans la gestion des affaires locales.		X	X			Nombre de OSC concerné	0	12	9 100		9 100	PRGLA/ PADIC	MATD
Activité 3.2.1.7 : Organiser des ateliers de formation à l'endroit des gouverneurs et élus locaux sur la concurrence				X	X	Nombre d'ateliers organisés	0	10	10 000	10 000	20 000	BE	MICA/ DGCRF
Activité 3.2.1.8: Renforcer les capacités des organisations faîtières pour une participation efficace aux foires et autres manifestations commerciales			X	X	X	Nombre de sessions tenues	0	4	5 000	5 000	10 000	BE	MICA/DGCI
Activité 3.2.1.19: Appuyer la mise en place et le fonctionnement d'Agences Régionales de Développement dans les 13 régions				12		Nombre d'ARD fonctionnelles		13	273 763	15 000	288 763	PADIC /PRGLA/ AGCT /PACT	MATD
Résultat 3.2.2: la participation des femmes et des jeunes à la gestion des affaires locales s'est accrue.													
Activité 3.2.2.1: Recruter 3500 jeunes pour des travaux à HIMO dans les communes				1750	1750	Nombre de jeunes recrutés	0	3500	6 250	6 250	12 500	BE	MJFPE
Objectif spécifique 3.3: Renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles													
Résultat 3.3.1: Les nouvelles collectivités territoriales disposent d'infrastructures et d'équipements de démarrage													
Activité 3.3.1.1 : Procéder à l'extension des sièges des communes rurales pour accueillir les nouveaux services à créer				X	X	Nombre de communes bénéficiaires	0	302	875 000	875 000	1 750 000	PACT/ BE (fonds permanent)	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables	
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cble	2014	2015			Total
	T1	T2	T3	T4								
Activité 3.3.1.2 : Doter les communes rurales en infrastructures marchandes			X	X	Nombres de communes rurales dotées	0	20	2 500 000		2 500 000	FICOD	MATD
Activité 3.3.1.3 : Equiper chaque nouveau service créé dans les communes rurales, d'un bureau complet et de matériel de base de travail	X	X	X	X	Nombre de matériel et par type par commune	0	302	250 000	250 000	500 000	PACT/ AFC	MATD
Activité 3.3.1.4 : Soutenir la réhabilitation et/ou la réalisation d'infrastructures culturelles et touristiques au profit des CT	X	X	X		Nombre d'infrastructures réhabilitées	0	sept infrastructures et des aménagements à réaliser -25 salles de ciné à réhabiliter	910 000		910 000	BE	MCT
Activité 3.3.1.5 : Créer et diffuser les normes et standards relatifs à la réalisation des infrastructures culturelles et touristiques (bibliothèques, musées, salles de spectacles et/ou d'exposition) et en contrôler l'application	X				Décret et arrêtés relatifs aux normes et standards pris	1	6	2 000		2 000	BE	MCT
Activité 3.3.1.6 : Acquérir un logiciel de gestion des pensions des agents des collectivités territoriales		X	X	X	Nombre de logiciel acquis		1	6 000		6 000	AFC	MATD-DGFPT
Objectif spécifique 3.4 : Opérer les délégations de pouvoir prévues par la loi												
Résultat 3.4.1 : Le dispositif de délégation de pouvoir est élaboré et appliqué												
Activité 3.4.1.1												MATS
Objectif spécifique 3.5 : Renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat												
Résultat 3.5.1 : Les services déconcentrés sont dotés de ressources humaines et matérielles suffisantes et sont fonctionnels												
								1 135 169	697 940	1 833 109		
								441 101	7 940	449 041		

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4								
Activité 3.5.1.1: Former 295 membres (CTI, CTR, et CTP) sur le processus d'élaboration, de vote et d'appropriation des budgets des CT					Nombre de personnes formées		295	60 693		60 693	BE	MATD-DGD
Activité 3.5.1.2: Former 13 Gouverneurs et 45 Hauts commissaires sur l'exercice de la tutelle des CT					Nombre de personnes formées	0	58		7 940	7 940	BE	MATD
Activité 3.5.1.3: Former 58 receveurs des impôts sur les procédures d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes locaux				58	Nombre de personnes formées	0	58	7 941		7 941	BE	MEF
Activité 3.5.1.4: Former 45 contrôleurs financiers sur les procédures de passation des marchés publics et des DSP et sur les techniques de vérification des dossiers des CT				45	Nombre de personnes formées	0	45	8 513		8 513	BE	MEF
Activité 3.5.1.5: Former 103 receveurs des CT sur la réédition et l'apurement administratif des comptes de gestion des CT et sur la tenue de la comptabilité administrative des CT				103	Nombre de personnes formées	0	103	19 137		19 137	BE	MEF
Activité 3.5.1.6: Former 508 cadres des STD du MENA, MS et MEAHA sur l'exercice des compétences transférées aux communes dans les domaines les concernant (CEB, Districts, DREAHA)				508	Nombre de personnes formées	0	508	116 274		116 274	AFC	MATD
Activité 3.5.1.7: Doter 6 gouvernorats en matériels roulant et informatiques				6	Nombre de gouvernorats dotés	0	6	178 543		178 543	PADIC	MATD
Activité 3.5.1.8: Mettre à la disposition des services techniques déconcentrés des ressources humaines de l'État					Nombre d'agents mis à disposition			PM	PM	-		MFPTSS
Activité 3.5.1.9 : Organiser dans chaque région une formation des Services Techniques Déconcentrés à l'exercice de leur rôle dans l'appui conseil aux collectivités territoriales		x	x	x	Nombre de sessions	0	13	50 000		50 000	AFC	MATD
Résultat 3.5.2: Le cadre territorial de la déconcentration est parachevé								694 068	690 000	1 384 068		

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4									
Activité 3.5.2.1: Construire et équiper des IRA			X	X	X	Nombre d'IRA construits et équipés	2	4	400 000		400 000	BE	MFPTSS
Activité 3.5.2.2 : Construire et équiper les directions provinciales du MESS			X	X	X	Nombre de directions provinciales construites et équipées			200 000	690 000	890 000	BE	
Activité 3.5.23: Redéfinir les missions et attributions des structures administratives déconcentrées			X			Nombre de textes redéfinis	0	1	6 868		6 868	BE	MFPTSS
Activité 3.5.2.4: Élaborer des manuels de procédure spécifique aux administrations				0	9	Nombre de manuels élaborés	1	10	87 200		87 200	PRGLA	MFPTSS
Objectif spécifique 3.6: Favoriser la gestion cohérente du développement régional													
Résultat 3.6.1: Un cadre de planification régionale harmonisé est appliqué													
Activité 3.6.1.1:													
Résultat 3.6.2: La cohérence entre les planifications régionale et communale est assurée													
Activité 3.6.2.1									15 456 053	132 741	15 588 794		
Axe 4 : APPUI A L'ELABORATION ET A LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEVELOPPEMENT LOCAUX													
Objectif Général 4 : Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales													
Objectif spécifique 4.1: Assurer l'implication de tous les acteurs dans la définition et la mise en œuvre des politiques de développement au niveau régional et communal													
Résultat 4.1.1: Les différents acteurs sont impliqués dans l'élaboration des plans de développement locaux													
Activité 4.1.1.1 : Appuyer techniquement les CT dans l'élaboration des politiques, stratégies, schémas, plans ou de guides de gestion locaux de développement culturel	x	x	x	x	x	Nombre de plans ou de guides élaborés	2	2	60 000		60 000	BE	MCT

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financement	Structures responsables	
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total
	T1	T2	T3	T4								
Activité 4.1.1.2 : Vulgariser les guides méthodologiques de planification locale auprès des conseils communaux et régionaux	X	X			Nombre de participants aux ateliers de vulgarisation	0	150 Conseils communaux et 13 Conseils régionaux	122 000		122 000	UNFPA/ PRGLAV/ COGEL	MATD/MEF
Activité 4.1.1.3: Suivre le fonctionnement des agences régionales de développement		X	X	X	Nombre de missions de suivi	0	13	17 000	17 000	34 000	PADIC	MATD
Objectif spécifique 4.2: Mettre en œuvre les plans communaux de développement												
Résultat 4.2.1: Les plans communaux de développement sont élaborés et mis en œuvre par les conseils municipaux de concert avec les conseils villageois de développement												
Activité 4.2.1.1: Elaborer les PCD AEPA, PCD PRD			39		Nombre de PCD AEPA et PCD PRD élaborés	317	356	397 000		397 000	PRGLAV/ BE/ BAD-4R	MATD/ MEAHA
Activité 4.2.1.2: Elaborer des SDAU des communes urbaines du Burkina Faso			X	X	Nombre de SDAU élaborés	13	49	48 125	55 396	103 521	BE	MHU
Activité 4.2.1.3: Elaborer/actualiser des POS des communes urbaines et rurales du Burkina Faso			X	X	Nombre de POS élaborés	3	351	45 893	45 345	91 238	GUEV/ BE	MHU
Objectif spécifique 4.3: Mettre en œuvre les plans régionaux de développement												
Résultat 4.3.1: Les plans régionaux de développement sont élaborés et mis en œuvre par les conseils régionaux de concert avec les conseils villageois de développement et les conseils municipaux												
Activité 4.3.1.1:												
Objectif spécifique 4.4: Contribuer à l'édification des économies locales fortes dans le cadre de la lutte contre la pauvreté												
Résultat 4.4.1: Des outils d'analyse et de planification locale du développement sont élaborés et mis en place dans les collectivités territoriales												
Activité 4.4.1.1: Elaborer la politique de spécialisation régionale au BF	X	X	X	X	Nombre de politique	0	1	50 000		50 000	AFCI/ PADIC	MEF

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4								
Résultat 4.4.2: Chaque collectivité a une meilleure connaissance de ses potentialités économiques et financières												
Résultat 4.4.3: Un cadre harmonisé d'interventions des différents acteurs du développement local est défini et appliqué												
Activité 4.4.3.1											15 000	
Objectif spécifique 4.5: Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier de l'environnement et des ressources naturelles												
Résultat 4.5.1: Le régime juridique de la gestion du foncier de l'environnement et des ressources naturelles est adapté au contexte des communes rurales												
Activité 4.5.1.1												
Résultat 4.5.2: Les outils de gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles sont élaborés, adoptés et mis à la disposition des collectivités territoriales												
Activité 4.5.2.1: Mettre en place l'observatoire de l'aménagement du territoire				x			Nombre d'observatoire mis en place	0	1		120 000	BE MATD-GAT-DL
Objectif spécifique 4.6: Accroître les capacités de mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales												
Résultat 4.6.1: Les structures de recouvrements sont renforcées												
Activité 4.6.1.1: Accompagner les CT dans les opérations de recensement fiscal et dans la constitution d'un fichier fiable des contribuables		x					Disponibilité du répertoire, nombre d'opérations de recensement et de recouvrement		1		70 000	PACT/ GUFL MEF
Résultat 4.6.2: Le système fiscal est amélioré au profit des collectivités territoriales												
Activité 4.6.2.1: Concevoir un logiciel d'élaboration des budgets des CT				x			Disponibilité du logiciel	0	1		14 224	PACT MEF
Objectif spécifique 4.7: Assurer le soutien financier permanent de l'Etat aux collectivités territoriales												
										15 000	30 000	

AXES/ OBJECTIFS/ RESULTATS/ ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financ ements	Structures responsables		
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014			2015	Total
	T1	T2	T3	T4									
Résultat 4.7.1: Les dotations annuelles de l'État aux collectivités sont conséquentes et effectives													
Activité 4.7.1.1: Produire le rapport global annuel sur l'évolution de la situation financière des CT				X	X	0	1	5 000	5 000	10 000	PACT	MEF	
Activité 4.7.1.2: Assister les DRB pour la production des rapports d'analyse régionale de la situation financière des CT				X	X	Disponibilité des rapports d'analyse	13	10 000	10 000	20 000	PACT	MEF	
Objectif spécifique 4.8: Promouvoir et harmoniser les interventions des PTF au développement des collectivités territoriales													
Résultat 4.8.1: Les procédures d'interventions des PTF sont harmonisées													
Activité 4.8.1.1	-	-	-	-	-								
Résultat 4.8.2: Un fonds foncier est fonctionnel au profit des collectivités territoriales													
Activité 4.8.2.1: Mettre en place, au sein du FPDCT, un Guichet spécifique pour le financement des appuis techniques sous la maîtrise d'ouvrage des CT	X	X	X	X	X	Nombre de guichet fonctionnel	0	2	600 000		PADIC/ FDC	MATD	
Activité 4.8.2.2: Mettre à la disposition du FPDCT les financements pour contribuer au financement des investissements des CT	X	X	X	X	X	Montant des financements mobilisés pour le financement des investissements des CT	0	13 896 811	13 896 811		PADIC/ FDC	MATD	
Activité 4.8.2.3: Mettre en place, au sein du FPDCT, un Guichet Prêts et Garanties aux emprunts pour les CT	X	X	X	X	X	Nombre de Guichets prêts et garanties fonctionnels	0	1	PM	PM	PM	MATD	
Objectif spécifique 4.9: Mettre en place un système de répartition des ressources financières entre les collectivités territoriales													
Résultat 4.9.1: Un système de péréquation financière équilibré est mis en place													
Activité 4.9.1.1	-	-	-	-	-								
Axe 5 : PILOTAGE ET COORDINATION DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION													
								1 883 399	285 900	2 169 299			

AXES/ OBJECTIFS/ RESULTATS/ ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsable
	2014					Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4									
Objectif Général 5 : Renforcer les capacités des structures de pilotage et de coordination du processus de décentralisation													
Objectif spécifique 5.1: Mettre en place un meilleur mécanisme chargé du pilotage du processus													
Résultat 5.1.1: Les conseils municipaux et régionaux sont mis en place et fonctionnels													
Activité 5.1.1.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 5.1.2: Les conseils villageois sont créés et sont opérationnels													
Activité 5.1.2.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Objectif spécifique 5.2: Rendre fonctionnel le système de suivi évaluation de la décentralisation													
Résultat 5.2.1: Le système de suivi évaluation est mis en place et est fonctionnel													
Activité 5.2.1.1 : Éditer et diffuser des produits des bases de données (TBSE, Profil des Régions)						Nombre de documents édités & diffusés	1 PR, 13 TBSE	1 PR, 13 TBSE	15 900	15 900	31 800	PRGLA	MEF
Activité 5.2.1.2 : Élaborer et valider des outils du SE	X					Nombre d'outils	0	2	15 000		15 000	PADIC/ PDDC	MATD
Activité 5.2.1.3 : Établir par une étude, une situation de référence de la décentralisation prenant en compte les potentialités et profils socio économiques des collectivités territoriales.	X					Nombre d'étude	0	1	32 155		32 155	PADIC /PRGLA/ PACT/ AGCT/ ACRIC/ FICOD/ PDDC	MATD
Activité 5.2.1.4 : Équiper le Centre national de suivi-évaluation (CNSE) et les cellules régionales	X					Nombre de structures équipées	0	13	215 500		215 500	PADIC/ AGCT	MATD
Activité 5.2.1.5: Réaliser des ateliers d'information sur le SE de la décentralisation dans les régions	X					Nombre d'ateliers	0	13	45 000		45 000	PADIC/ AGCT/P DDC	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables	
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total
	T1	T2	T3	T4								
Activité 5.2.1.6 : Former les acteurs identifiés pour le suivi au niveau régional et communal sur l'utilisation des différents outils de suivi		X			Nombre d'acteurs formés	0	377	45 000		45 000	AFC/ PDDC/ AGCT	MATD
Activité 5.2.1.7 : Assurer le fonctionnement des CRSE	X	X	X	X	Nombre de CRSE fonctionnels	0	12	34 790		34 790	PADIC/ AGCT	MATD
Activité 5.2.1.8 : Réaliser l'état des lieux approfondi de la décentralisation		X			Disponibilité du rapport	0	1	70 000		70 000	PADIC/A FC/PPDD C	MATD
Activité 5.2.1.9 : Elaborer le rapport à mis parcouru du PAOT				X	disponibilité du rapport	0	1	20 000		20 000	AFC	MATD
Activité 5.2.1.10 : Elaborer et éditer l'annuaire des statistiques de la décentralisation	X	X			disponibilité du rapport	0	1	75 000		75 000	PRGLA/ PACT/ PAR-GS	MATD
Objectif spécifique 5.3: Assurer une planification cohérente et harmoniser des programmes et plans d'action des activités de décentralisation												
Résultat 5.3.1: Les programmes triennaux sont élaborés, adoptés et mis en œuvre												
Activité 5.3.1.1: Définir une vision prospective de la décentralisation		X	X		Disponibilité de l'étude	0	1	193 054		193 054	PACT, AFC /PRGLA	MATD
Activité 5.3.1.2: Formuler une nouvelle stratégie de la décentralisation				X	Disponibilité de la nouvelle stratégie	0	1	45 000		45 000	AFC	MATD
Activité 5.3.1.3: Elaborer un avant projet du CGCT (relecture)			X		Disponibilité du projet	0	1	30 000		30 000	AFC /PRGLA	MATD
Activité 5.3.1.4: Organiser les états généraux de la décentralisation		X			disponibilité du rapport	0	1	50 000		50 000	AFC	MATD
Activité 5.3.1.5: Réaliser le schéma 2D (Déconcentration-Décentralisation)				X	Disponibilité du schéma	0	1		60 000	60 000	AFC	MATD
Activité 5.3.1.6 : Relire la stratégie d'alphabétisation des élus locaux			X		disponibilité du rapport	0	1	20 000		20 000	AFC	MATD

AXES / OBJECTIFS / RESULTATS / ACTIVITES	Programmation physique					Indicateurs			Programmation financière			Sources de financements	Structures responsables
	2014				2015	Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015	Total		
	T1	T2	T3	T4									
Activité 5.3.1.7: Renforcer les capacités des cadres du MATD et du MATS	X	X	X	X		Nombre de cadres formés	0	100	100 000		100 000	AFC/BE	MATD
Activité 5.3.1.8: Doter le MATD en matériel roulant	X	X	X	X		Nombre de véhicules		15 véhicules	500 000		500 000	BE/ PADIC/ AFC	MATD
Résultat 5.3.2: Les plans triennaux sont en adéquation avec les grandes orientations de la décentralisation													
Activité 5.3.2.1: Réaliser la revue à mi-parcours du plan intermédiaire 2014-2015 du CSMOD		X	X			Disponibilité du rapport	0	1	20 000		20 000	AFC	MATD
Activité 5.3.2.2: Évaluer le CSMOD 2006-2015				X	X	Disponibilité du rapport de l'étude	0	1	45 000	55 000	100 000	BE/AFC	MATD
Objectif spécifique 5.4: Rendre fonctionnel les cadres de concertation (national, régional, communal)													
Résultat 5.4.1: Les cadres de concertation sont fonctionnels et dynamiques													
Activité 5.4.1.1 : Appuyer la commémoration de la journée des régions			1	1		Disponibilité du rapport	0	1	10 000		10 000	AFC	ARBF
Activité 5.4.1.2 : Appuyer l'organisation de la journée des communes	X			1		Disponibilité du rapport	0	1	20 000		20 000	AMBF	AMBF
Activité 5.4.1.3: Organiser le forum national du développement des régions			1			Disponibilité du rapport	0	1	15 000		15 000	ARBF	ARBF
Activité 5.4.1.4: Appuyer l'organisation des assises régionales de la décentralisation			X	X		Nombre de CORED tenues	13	13	100 000	100 000	200 000	BE /PDDC/ AFC/ PRGLA/ PDDC	MATD
Activité 5.4.1.5: Appuyer l'organisation et la tenue des cadres de concertation (CCR, CCCo)	X	X	X	X	X	Nombre de sessions	4	4	12 000		12 740	BE/ PRGLA/ AFC	MATD
Activité 5.4.1.6: Tenir régulièrement le comité mixte décentralisation Gouvernement et PTF		X		X	X	Nombre de sessions	2	2	10 000	10 000	20 000	PRGLA/ AFC	MATD
Activité 5.4.1.7: Organiser la rencontre tripartite Etat-Secteur Privé-Collectivités Territoriales		X				disponibilité du rapport	1	1	70 000		70 000	BE	MATD

AXES/ OBJECTIFS / RESULTATS/ ACTIVITES	Programmation physique				Indicateurs		Programmation financière			Sources de financem ents	Structures de responsab les		
	2014				Formulation	Valeur référence	Valeur cible	2014	2015			Total	
	T1	T2	T3	T4									
Activité 5.4.1.8 : Tenir les rencontres de concertation CTH-CTR-CTP			X		X	Nombre de rencontres	0	2	45 000	45 000	90 000	BE	MATD
Activité 5.4.1.9 : Promouvoir la concertation entre localités frontalières				X	X	Nombre de cadres de concertation		75	30 000		30 000	BE	MATS
TOTAL									59 072 574	40 084 415	99 156 989		